

Désarmement : actualités

Yémen : un enfant meurt toutes les 10 minutes alors qu'on pourrait l'éviter

Publié le 30 novembre 2017 | Modifié le 08 décembre 2017

L'UNICEF est parvenu à acheminer des vaccins au Yémen, mais la situation sur place est catastrophique : quasiment chaque enfant du pays a besoin d'une assistance humanitaire de toute urgence.

La réouverture de l'aéroport de Sanaa au Yémen le samedi 25 novembre a permis une action immédiate de l'UNICEF en faveur des enfants : un avion transportant 1,9 million de doses de vaccins a pu atterrir dans ce pays ravagé par la guerre. Près de 600 000 enfants à travers le pays devraient pouvoir bénéficier de ces produits qui les protégeront contre la diphtérie, la méningite, la coqueluche, la pneumonie et la tuberculose. Ces médicaments étaient très attendus car les stocks disponibles s'amenuisent à vue d'œil.

« L'un des pires endroits au monde pour un enfant »

À l'heure actuelle, le Yémen est « *l'un des pires endroits au monde pour un enfant* », souligne Gert Cappelaere, le directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Au terme de décennies de conflits, qui ont contribué au sous-développement du pays, la situation des plus jeunes est alarmante. Toutes les dix minutes, un enfant meurt. Un accès basique à des services de santé aurait pu sauver de nombreuses vies et ces morts auraient pu être évitées.

En deux ans et demi, environ 5000 enfants ont été tués ou gravement blessés lors des combats. Des milliers d'écoles et de centres de santé ont été endommagés ou totalement détruits, ce qui fait des enfants les victimes directes de la guerre. On compte à présent pas moins de 11 millions d'enfants qui ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence. Cela représente quasiment tous les enfants du Yémen. Plus de deux millions d'entre eux souffrent de malnutrition sévère.

L'UNICEF mobilisée

Le Yémen est aujourd'hui le pays où [le taux de malnutrition](#) est le plus élevé. C'est aussi là qu'il y a les plus faibles [ressources en eau au monde](#). Avec un réseau d'approvisionnement en eau et d'assainissement dévasté et un système de santé harassé, les populations ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour faire face au quotidien. Les conséquences ont été désastreuses : on a connu cette année un pic massif et sans précédent de diarrhée et de choléra, qui a touché un million de yéménites.

Pour répondre aux besoins des enfants du Yémen, l'UNICEF se mobilise : des doses de nourriture thérapeutique, des tablettes de chlore pour purifier l'eau des puits, du matériel médical pour éviter l'apparition de maladies et des traitements contre la diarrhée et le choléra vont être distribués. Mais l'organisation appelle avant tout les parties en présence à prendre leurs responsabilités et à cesser de faire des enfants les victimes de cette guerre.

Vente d'armes: Des ONG accusent la France de violer le droit humanitaire au Yémen

CONFLIT Les ONG ont réagi après la publication du rapport sur les exportations de matériel militaire de la France...

20 Minutes avec AFP

Les ONG lancent l'alerte. Trois organisations ont dénoncé ce mercredi la poursuite des ventes [d'armement français](#) à destination de l'Arabie saoudite et des Emirats Arabes Unis. Les associations les accusent de violer le droit humanitaire au Yémen.

Selon [un rapport sur les exportations de matériel militaire](#) dévoilé lundi, le Proche et Moyen-Orient ont représenté l'an dernier quelque 60 % des commandes de systèmes d'armement français. Ces ventes représentent 3,9 milliards d'euros sur un total de 6,9 milliards d'euros. Le Koweït est en tête avec 1,1 milliard d'euros suivi du Qatar, qui a dépensé 1,08 milliard d'euros, des Émirats (701 millions d'euros) et de l'Arabie Saoudite (626 millions).

FRANCE / ARMES. Réactions d'[@amnestyfrance](#), [@ACAT_France](#) et [@obsarm](#) sur le rapport au parlement sur les exportations d'armements de la France en 2017.

Spécialistes disponibles pour des interviews [@amnestypresse](#)
<https://t.co/CDREmLOvM6>

— amnestypresse (@amnestypresse) [July 4, 2018](#)

« Pour l'Arabie saoudite seulement, la France a livré en 2017 pour plus de 1,38 milliard d'euros de matériels de guerre, bien plus qu'en 2015 ou 2016 ». Ce qui fait de Ryad « le deuxième client de la France en termes de livraison en 2017 malgré les violations du droit humanitaire par la coalition en conflit au Yémen », accuse Aymeric Elluin, d'Amnesty, dans un communiqué co-rédigé avec l'ONG chrétienne Acat et l'Observatoire des armements (Obsarm).

« Pire crise humanitaire au monde »

Depuis l'intervention en 2015 de la coalition sous commandement saoudien au Yémen, visant à [chasser les rebelles houthis](#), le conflit a fait près de 10.000 morts. Avant de provoquer « la pire crise humanitaire au monde », avec des millions de personnes au bord de la famine, selon l'ONU.

« Les Emirats Arabes Unis, le Koweït, l'Arabie saoudite et l'Égypte, impliqués dans ce conflit, figurent parmi nos premiers clients. Une [violation manifeste du traité sur le commerce des armes](#) et de la Position commune de l'Union européenne qui interdisent les transferts vers des pays accusés de crimes de guerre », renchérit Tony Fortin, d'Obsarm.

« Ce rapport au Parlement est un nouvel exercice de non-transparence », critique de son côté Hélène Legeay, de l'Acat, en estimant que le document « ne livre aucune information permettant aux parlementaires d'exercer leur contrôle sur les exportations de matériels de guerre ». La ministre des Armées, citée dans le rapport, assure, elle, que « ces exportations s'inscrivent dans un cadre légal extrêmement strict » et « respectent à la lettre les traités et les engagements internationaux ».

Mirages 2000, chars Leclerc, canons Caesar : la France fournisseuse officielle du carnage yéménite

par [Anne-Sophie Simpère](#)

Depuis mars 2015, une coalition d'États arabes emmenés par l'Arabie Saoudite conduit une campagne militaire particulièrement meurtrière au Yémen. Les combats s'enlisent, marqués par de potentiels crimes de guerre et par une catastrophe humanitaire sans précédent. Tandis que plusieurs États ont décidé d'arrêter de fournir des armes aux belligérants, la France, « patrie des droits de l'homme » semble indifférente à la controverse, se réjouit même de ses ventes d'armes « record » et de leurs performances en matière de destruction.

Les industriels français de la défense sont fiers des performances de leur matériel. Rien de tel qu'une campagne militaire meurtrière pour en démontrer les qualités ! « *Pour ce qui est des chars Leclerc, je vous confirme que leur implication au Yémen a fortement impressionné les militaires de la région* », se réjouissait, il y a un an, Stéphane Mayer, PDG du groupe Nexter qui fabrique ces blindés, devant la commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Depuis le printemps 2015, 70 à 80 chars Leclerc ont été déployés par l'armée émiratie, alliée de l'Arabie Saoudite, sur le champ de bataille yéménite afin de combattre la rébellion des Houthis.

Même satisfaction chez Dassault, qui fournit des Mirages 2000-9 à cette même armée des Émirats Arabes Unis, et vient de signer un contrat de modernisation de leur flotte : « *L'excellence de l'aviation et le succès du programme ont été démontrés avec brio par la grande disponibilité du Mirage 2000-9 et la qualité de sa participation à des opérations menées en coalition internationale* », annonce fièrement [un communiqué du groupe français](#). Les opérations en question ? Les frappes aériennes de la coalition arabe au Yémen dont certaines, selon l'ONU et [des organisations non-gouvernementales](#), pourraient constituer des crimes de guerre.

« Horreur permanente », selon l'Onu

Quelle est aujourd'hui la situation du Yémen, vitrine de ce savoir-faire français ? Après plus de 30 000 bombardements et un blocus qui entrave l'accès humanitaire, le bilan de cette guerre lointaine est d'au moins 10 000 morts et près de 3 millions de déplacés. L'Unicef estime qu'un enfant y meurt toutes les dix minutes, qu'1,8 million d'entre-eux souffrent de malnutrition aiguë, et que près de 400 000 enfants yéménites sont atteints de malnutrition sévère et luttent pour survivre. Sans parler de l'épidémie de choléra, un désastre dans un pays dont le système de santé est exsangue et où les organisations humanitaires sont elles aussi victimes des bombardements. Plusieurs hôpitaux de Médecins sans frontières (MSF) ont ainsi été visés.

Le Yémen traverse peut-être actuellement « *la pire crise humanitaire depuis la fin de la Seconde guerre mondiale* », [alertent les Nations-unies](#), dont plusieurs responsables qualifient la guerre d'« *absurde et futile* », tandis que le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini, parle d'« *horreur permanente* ». Le 21 décembre 2017, alors que l'un des pays les plus pauvres du monde subit des bombardements depuis mille jours, plusieurs ONG lancent la campagne « [Yemen can't Wait](#) » : le Yémen ne peut pas attendre. Une situation si dramatique que certains pays commencent à trouver gênant de continuer à fournir des armes aux belligérants qui s'acharnent.

Un mouvement de désengagement ignoré par la France

Dès mars 2016, le parlement hollandais vote ainsi une résolution interdisant l'exportation d'armes vers l'Arabie Saoudite, en lien avec son intervention au Yémen. Mi janvier, c'est l'Allemagne, qui a été ces dernières années l'un des gros exportateurs d'armes vers les pays de la coalition qui fait la guerre au Yémen, qui annonce l'arrêt immédiat des ventes d'armes à toutes les parties du conflit. Une décision favorisée par les sociaux-démocrates du SPD, dans le cadre des négociations pour former une nouvelle coalition gouvernementale.

Face au risque que les armes soient utilisées contre des civils, la Norvège, la Belgique et le Canada gèlent également des exportations vers les Émirats Arabes Unis ou vers l'Arabie saoudite. En Finlande, tous les candidats à la présidentielle de février 2018 se sont engagés à arrêter les ventes d'armes aux émiratis, après que des images aient prouvé leur utilisation dans la guerre au Yémen. Quand les gouvernements ne bougent pas, c'est la société civile qui prend le relais : des plaintes sont en cours au Royaume-Uni, en Wallonie et au Canada contre des contrats d'exportation militaires dans la région.

La France, impassible, semble épargnée par ce mouvement. *« A ce jour, nous n'avons pas d'information sur le fait que la France aurait revu sa position sur les exportations d'armes »*, déplore Aymeric Elluin, chargé de plaider « armes et justice internationale » pour Amnesty France. Aucune vente d'arme à l'étranger ne peut pourtant avoir lieu sans l'autorisation du gouvernement. La France est par ailleurs signataire d'un Traité sur le commerce des armes (TCA), et a adopté une Position commune de l'Union européenne (UE) sur les exportations de matériel militaire. Ces réglementations interdiraient a priori tout transfert d'armes vers les parties du conflit yéménite, compte tenu des graves violations du droit humanitaire qui y sont constatées.

Plus d'un milliard d'euros d'équipement pour les saoudiens

Pire : depuis le second semestre de l'année 2014, la France a accordé pas moins de 1989 licences d'exportation de matériel militaire aux différents pays engagés dans la coalition menée par Riyad ! Depuis 2007, l'Arabie Saoudite, le Qatar et l'Égypte sont les trois principaux clients de la France après l'Inde. Sur la seule année 2016, plus d'un milliard d'euros d'équipement militaire a été livré à l'Arabie Saoudite [1].

Dès lors, il n'est pas étonnant de retrouver des armes françaises sur le champ de bataille yéménite : des corvettes Baynunah du constructeur français CMN (Constructions mécaniques de Normandie) pour assurer le blocus, des [canons Caesar](#) pour pilonner le Yémen depuis sa frontière... Pour l'[Observatoire des armements](#), la coalition profite ainsi d'un matériel français « dernier cri ».

L'exécutif français ne dit (presque) jamais non

C'est le Premier ministre après avis de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), qui décide ou non d'autoriser les ventes d'armes à l'étranger. Avec des représentants des ministères de la Défense, de l'Économie et des Affaires étrangères, la CIEEMG est un organe purement exécutif : le Parlement ou la société civile en sont exclus.

De surcroît, son fonctionnement est opaque : il ne prévoit aucune transparence sur les motivations des décisions, ni sur leur conformité aux traités internationaux. Seul élément d'information officiel : le Rapport annuel sur les ventes d'armes du pays, transmis au Parlement. Il indique par exemple

qu'en 2016, alors que Manuel Valls puis Bernard Cazeneuve occupaient Matignon, seules 48 demandes de licences d'exportation de matériel militaire ont été rejetées sur la base de la Position commune de l'UE. Tandis que 4454 licences étaient accordées. Soit un taux d'approbation de près de 99 %...

Des bénéfiques pour les entreprises et les pays acheteurs

Pourquoi un tel enthousiasme des politiques à approuver des exportations d'armes vers d'autres pays, quels qu'ils soient ? Le système militaro-industriel français s'est construit sur la dépendance aux exportations : les entreprises d'armement ont besoin de vendre pour être rentables. Et elles peuvent compter sur l'État pour les soutenir.

Cette rentabilité est en effet largement subventionnée, que ce soit par des avances financières, des garanties publiques à l'exportation, ou l'emploi des fonctionnaires de la Direction générale de l'armement et des attachés de défense pour promouvoir les armes françaises à l'étranger. Sans compter l'engagement des ressources de l'armée française, amenée à participer aux salons d'armement, aux démonstrations de matériel, et à former les personnels étrangers : des dépenses qui s'élèvent à des dizaines de millions d'euros par an, pour booster les ventes des industriels.

Pour gagner des contrats, les fabricants d'armes concèdent des compensations ou « offsets » à l'État acheteur, c'est-à-dire des réinvestissements dans l'économie locale et des transferts de technologies. Dans le cas du contrat sur l'achat de Rafales, l'Inde a obtenu un niveau de compensation de 50 %, ce qui signifie que plus de 3 milliards d'euros seront investis dans l'économie indienne sur les 7,87 milliards du contrat. Une aubaine pour l'économie et les emplois... dans le pays acheteur. « *Le contrat des sous marins en Australie va probablement créer plus d'emplois en Australie qu'en France* », confirme Aymeric Elluin, d'Amnesty France.

La prolifération, « effet boomerang » de la stratégie française

Outre la délocalisation des emplois, les concessions octroyées aux pays clients, et notamment les transferts de technologies, leur permettent à terme de créer leur propre industrie militaire. Ainsi, grâce au savoir-faire acquis avec la production des hélicoptères d'Aérospatial (aujourd'hui Airbus) dans les années 80, la Chine fabrique désormais ses propres hélicoptères militaires, qu'elle exporte au Cambodge, au Pakistan, en Namibie ou encore en Zambie. En mai 2017, l'Arabie Saoudite annonçait la création de sa propre entreprise d'armements, la Saudi Arabian Military Industries (SAMI).

Les exportations d'armes de la France contribuent donc à la prolifération des capacités de production dans le monde, y compris chez des concurrents et peut-être même à destination d'adversaires potentiels ou d'États peu scrupuleux. Pas de quoi refroidir le gouvernement, qui continue à faire la promotion des industriels français de la Défense, du Qatar à la Turquie, sans faire beaucoup de cas de ses engagements en matière de droits humains. Le Yémen est sans doute loin d'être le seul terrain où des civils sont ou seront victimes des technologies françaises.

Un contrôle démocratique plus que jamais nécessaire

Certains écrits commencent à questionner cette stratégie de la course aux exportations. L'industrie de la défense française serait de plus en plus dépendante des exportations [2]. Par ricochet, le budget de l'État peut aussi être affecté. Ainsi, l'équilibre financier de la Loi de programmation

militaire 2014-2019 était-il lié à la vente des Rafales de Dassault à l'étranger, puisqu'en cas d'échec, le gouvernement s'était engagé à couvrir les surcoûts de production de l'avionneur. Pour préserver les finances publiques, il faut vendre à tout prix. [Y compris à l'Égypte](#), malgré la décision de l'Union européenne de suspendre les ventes d'armes au régime dictatorial du maréchal al-Sissi.

Pourtant, ces contrats qui se chiffrent en milliards d'euros restent largement présentées comme des succès commerciaux, et la France comme une « [championne des exportations](#) » qui « [talonne la Russie](#) ». « *En France, il n'y a pas de culture de contestation ou de débat sur la question des exportations d'armes, comme en Grande Bretagne, en Allemagne ou en Belgique*, relève Aymeric Elluin. *C'est consubstantiel à la cinquième République.* »

Alors qu'au Royaume-Uni, il existe une Commission parlementaire dédiée au contrôle des exportations d'armes, le débat en France se limite essentiellement à quelques questions écrites et un rapport annuel qui est transmis aux députés sans plus de discussions. « *Il faudrait qu'il y ait des contre-rapports, des questions sur l'utilisation des armes à l'étranger, des garanties contre les violations des droits humains : c'est un enjeu pour les générations futures* », conclut Aymeric Elluin. D'ici là, le Yémen attendra.

Anne-Sophie Simpère